



MIGRATIONS INTERNATIONALES ET DÉVELOPPEMENT

Feuille d'informations régionales :

Europe de l'Ouest

Les pays d'Europe de l'Ouest procèdent à des adaptations de vaste portée, la région surpassant toutes les autres dans son ensemble avec 64 millions de migrants en 2005. Elle vient au second rang après l'Amérique du Nord par l'augmentation globale du nombre de migrants entre 1990 et 2005, soit 15 millions. La plupart des nouveaux migrants en Europe occidentale viennent aujourd'hui d'Afrique, d'Amérique latine et des pays asiatiques, avec un complément de travailleurs originaires des nouveaux États membres de l'Union européenne ou de pays adjacents comme l'Ukraine et la Fédération de Russie. *Voir le profile sur Europe de l'Est/Russie.*

La plupart des pays de la région préfèrent maintenir les niveaux actuels d'immigration et accroître l'apport de main-d'œuvre qualifiée, en dépit de leur inquiétude quant à l'impact de l'immigration sur l'identité culturelle et les emplois et leurs craintes au sujet des franchissements de frontières illégaux et des liens entre communautés immigrantes et complots terroristes réels ou allégués. Le Luxembourg, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie ont récemment pris des mesures pour assouplir les lois relatives à la naturalisation.

En 2004, seuls le Royaume-Uni, l'Irlande et la Suède ont décidé d'étendre le droit à la libre circulation aux travailleurs originaires des 10 nouveaux États membres de l'UE et, depuis lors, l'Espagne, l'Italie, le Portugal et la Finlande ont levé les restrictions en la matière, tandis que la France a exprimé l'intention de le faire progressivement, selon le *Financial Times*.

L'impératif démographique auquel la région fait face l'a contraint à autoriser un certain volume d'immigration. Les taux de natalité sont en baisse et la population vieillit – selon les statistiques de la Division de la population (ONU), plus de 20 % des habitants de l'Europe de l'Ouest ont plus de 60 ans, taux plus élevé que dans toute autre région. Le “ratio de soutien potentiel” – c'est-à-dire le nombre de membres de la population active par rapport à celui des plus de 65 ans – est tombé à 4:1. Si les tendances actuelles persistent, ce ratio sera de 2:1 d'ici 2050.

L'Europe aurait en fait perdu 4,4 millions d'habitants (taux de 1,2 %) de 1995 à 2000 sans l'arrivée d'environ 5 millions de migrants durant la même période, selon l'ONU. La population de l'Allemagne aurait baissé depuis 1970 sans l'immigration et, à la fin des années 90, les migrants ont contribué pour trois quarts au moins de la croissance

démographique des pays suivants : Autriche, Danemark, Espagne, Grèce, Italie, Luxembourg et Suisse.

L'immigration n'est pas un remède universel aux difficultés résultant du vieillissement de la population et d'une faible fécondité; l'ONU prévoit que la France, par exemple, accueillera 3,75 millions de migrants entre 2000 et 2050, mais devrait accepter durant la même période le chiffre inconcevablement élevé de près de 90 millions si elle voulait maintenir les ratios de soutien de 1995.

Néanmoins, l'immigration aide généralement dans une grande mesure à préserver la viabilité des régimes sociaux de pension, à fournir des travailleurs qui occupent les emplois dont nul ne veut ou qui accusent un déficit sectoriel, et à stimuler la croissance économique. L'Institut français de relations internationales, par exemple, prédit un ralentissement de la croissance économique sur le continent dans les prochaines décennies à moins que les migrants ne continuent de venir en nombre substantiel. Et une étude datée d'août 2006, conduite par l'Université autonome de Barcelone et la Caisse d'épargne de Catalogne, a estimé que la production de l'Espagne par habitant aurait diminué au cours des 10 dernières années, plutôt que d'augmenter à un taux annuel de 2,6 %, sans l'arrivée de migrants durant la même période.

Tableau 1

Nombre estimatif annuel moyen de migrants dans certains pays d'Europe de l'Ouest

Pays d'accueil	Nombre annuel moyen de migrants (en milliers)		
	1990-1994	1995-1999	2000-2004
Flux de migrants			
France	120	128	191
Espagne	33	66	483
Migration nette			
Belgique	27	24	35
Danemark ^b	10	15	10
Finlande	8	3	5
Italie	60	115	..
Norvège	8	11	12
Pays-Bas	54	49	48
RoyaumeUni ^a	22	82	101
Suède	32	10	28

Pays d'accueil	Nombre annuel moyen de migrants (en milliers)		
	1990-1994	1995-1999	2000-2004
Migration nette en fonction de la citoyenneté			
Allemagne	646	201	177
Étrangers	364	84	117
Citoyens	282	117	60

Source : Calculs tirés de la population de la Division du Secrétariat de l'ONU, *International Migration Flows to and from Selected Countries: 2005 Revision* (POP/DB/MIG/FL/Rev.2005), base de données digitalisées.

Note : Deux points (..) signifient que les données ne sont pas disponibles.

^aDonnées pour la période la plus récente, 2000-2003.

^bDonnées pour la période la plus récente, 2000-2002.

Les pays européens prennent actuellement des mesures pour remédier à un obstacle majeur au succès des communautés migrantes, à savoir l'échec scolaire de la deuxième génération, qui se traduit par un risque accru de chômage et de dépendance de l'aide sociale parmi les migrants. Dans l'ensemble de l'UE, les taux de chômage sont presque deux fois plus élevés pour les étrangers que pour les citoyens de l'UE. Afin de rendre le marché du travail plus accueillant aux migrants, plusieurs pays d'accueil ont des programmes de formation linguistique et professionnelle souvent centrés en priorité sur les femmes migrantes, qui ont généralement plus de mal à trouver un emploi. En outre, des pays tels que les Pays-Bas et la Suède offrent des incitations aux employeurs qui recrutent les chômeurs de longue date, au profit de nombreux migrants.

Quelques dangers

Replacée dans une large perspective, l'approche multiculturelle à l'assimilation de migrants – qui a remplacé le concept de “creuset” dans les années 70 – a été remise en question. Les dernières années ont vu un renouveau des efforts faits pour intégrer les migrants aux cultures nationales. Dans un discours d'août 2006 définissant ces politiques, le Ministre britannique des communautés a salué la diversité et la riche expérience que le multiculturalisme avait apportée au Royaume-Uni, mais ajouté que le Gouvernement enquêterait sur les échecs enregistrés dans l'intégration des communautés migrantes.

Le rythme croissant des tentatives faites, surtout par de jeunes Africains, pour passer de force les frontières de l'UE par la voie maritime et le nombre alarmant de décès liés à ces entreprises désespérées suscite également l'inquiétude et l'alarme. Diverses manières de réagir à cette situation ont été élaborées lors d'une conférence tenue en 2006 à Rabat (Maroc) entre pays de l'UE et de l'Union africaine. Voir *profile de l'Afrique subsaharienne*.

Dans de nombreux pays développés, l'admission de migrants se fait notamment dans le but de regrouper les familles. En Europe, les admissions autorisées à ce titre ont compté pour plus de 70 % de la migration en France durant la période 1999-2002, environ 50 % au Danemark, en Norvège et en Suède, environ 45 % en Suisse et 40 % en Autriche et au Portugal. Mais, ces dernières années, bien des nations de l'UE ont rendu les règles plus strictes en constatant que les dispositions relatives au regroupement familial avaient donné lieu à fraude.

Le grand nombre de demandes d'asile, surtout depuis la fin des années 1980, a conduit à changer plusieurs fois de politique dans le but de rendre les contrôles plus stricts et, depuis 1999, les pays de l'UE se sont concertés pour harmoniser leurs politiques en la matière.

L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni comptent de nombreux étudiants étrangers dans leurs établissements d'enseignement supérieur. Environ 15 % des étudiants étrangers en Allemagne sont des ressortissants turcs, qui souvent sont issus des travailleurs venus de Turquie durant les vagues antérieures de migration.

Établi par le Département de l'information de l'ONU, en coopération avec la Division de la population et le Département des affaires économiques et sociales de l'ONU